



ACCORD-CADRE DE SERVICES

Cahier des Clauses Particulières N°25-20

Objet de la consultation :

Prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon

Procédure adaptée – Articles R. 2123-1 à R. 2123-7 du Code de la commande publique

Acheteur :

Université de Toulon

CS 60584 83041 TOULON Cedex 9

Tél. : +33 0494142688

Le présent accord-cadre est régi par le CCAG FCS 2021, sauf dispositions contraires stipulées dans le présent CCP.

Sommaire

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales	4
1.1. Objet de l'accord-cadre	4
1.2. Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande	4
1.3. 1.3 Prestations similaires	4
1.4. Conditions de passation des bons de commande	4
1.5. Durée de l'accord-cadre	4
1.6. Prolongation des délais d'exécution	5
1.7. Sous-traitance et traitement des données	5
2. Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
2.1. Pièces contractuelles	5
2.2. Pièces réglementaires	5
3. Forme des notifications et informations au titulaire	6
4. Prix	6
4.1. Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre	6
4.2. Réexamen des conditions financières	6
4.3. Variation des prix	6
5. Retenue de garantie	7
6. Avance	7
7. Règlement des comptes au titulaire	7
7.1. Modalités de règlement du prix	7
7.2. Délais de paiement	8
7.3. Intérêts moratoires	8
7.4. Règlement en cas de groupements économiques	8
8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre	8
8.1. Conditions d'exécution des prestations	8
8.2. Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande	8
8.3. Documents fournis après exécution	9
8.4. Modification de l'accord-cadre	9
8.5. Prestations supplémentaires ou modificatives	9
9. Développement durable – Dimension économique	9
10. Constatation de l'exécution des prestations	9
10.1. Opérations de vérification et décisions	9
10.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet	9

11. Pénalités et primes	10
11.1. Pénalités de retard dans l'exécution des prestations.....	10
12. Garanties	10
13. Assurances	10
14. Différends.....	11
15. Dispositions en cas d'intervenants étrangers	11
16. Résiliation de l'accord-cadre	11
16.1. Résiliation pour faute.....	11
16.2. Résiliation pour motif d'intérêt général	11
17. Clauses techniques	12
17.1. Préambule.....	12
17.2. Contexte.....	12
17.3. Objectif.....	12
17.4. Descriptif technique et fonctionnel.....	12
17.5. Volumétrie estimative	13
17.6. Organisation	13
17.7. Format et support de la retranscription.....	14
17.8. Déplacements.....	14
17.9. Modalités d'exécution des prestations – Calendrier.....	15
18. Dérogations aux documents généraux.....	15

1. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

1.1. Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur des prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon (ci-après dénommée également « UTLN », « pouvoir adjudicateur », « acheteur », « acheteur public »), selon deux postes :

Poste 01 : transcription audio des séances propres aux instances précisées plus bas.

Poste 02 : transcription audio de toute(s) autre(s) séance(s), provenant de diverses instances.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies à l'article 17. *Clauses techniques* ci-dessous.

1.2. Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

1.3. 1.3 Prestations similaires

Les prestations similaires à celles du présent accord-cadre pourront être attribuées au même titulaire par un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.4. Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre (25-20)
- Le numéro du bon de commande
- S'il y a lieu, les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

1.5. Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article 3 de l'acte d'engagement, soit un an ; et reconductible 3 (« trois ») fois un an sans que sa durée ne puisse excéder 4 (« quatre ») ans.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, le délai d'exécution de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

1.6. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations de l'article 13.3 du CCAG FCS sont seules applicables.

En cas de demande de prolongation de délai dans les conditions définies à l'article 13.3.3 du CCAG FCS et en complément de ces dispositions, il est précisé que le silence de l'acheteur sur la demande de prolongation dans le délai prévu à cet article vaut rejet de la demande.

La reconduction est tacite.

Si le pouvoir adjudicateur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il prendra une décision expresse de non-reconduction qui sera notifiée au titulaire au plus tard dans un délai de 30 (« trente ») jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre.

Le titulaire ne dispose pas de la faculté de refuser la reconduction de l'accord-cadre.

1.7. Sous-traitance et traitement des données

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des stipulations du contrat de sous-traitance, annexé au présent accord, établi en application de la réglementation en vigueur en matière de protection des données à caractère personnel. Ce contrat, requis au titre des obligations découlant du Règlement général sur la protection des données (RGPD), devra être renseigné et complété conjointement par le titulaire et l'acheteur public à l'issue de l'attribution de l'accord-cadre.

2. Pièces constitutives de l'accord-cadre

2.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi ;
- Cadre de réponse obligatoire et contractuel ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

L'acte d'engagement et le CCP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

2.2. Pièces réglementaires

- Le Code de la commande publique ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des Marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1 avril 2021).

3. Forme des notifications et informations au titulaire

En vertu de l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse électronique des parties.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

4. Prix

4.1. Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix est unitaire et correspond au tarif par heure d'enregistrement.

Le prix comprend :

- Toutes les charges [...] frappant obligatoirement les prestations ;
- Les éventuelles corrections et modifications demandées par le pouvoir adjudicateur ;
- Les livrables.

Les taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix subiront une variation identique. Le titulaire adressera alors à la personne publique de nouveaux tarifs TTC. Il en sera de même pour toute nouvelle éco-contribution mise en vigueur après la signature du marché, sans qu'un avenant ne soit nécessaire.

4.2. Réexamen des conditions financières

Les prix sont fermes et non révisables durant la première année du marché.

Les conditions financières du marché pourront faire l'objet d'un réexamen :

- En cas de reconduction ou d'exécution sur plusieurs années, une révision annuelle pourra être engagée à la date de notification (anniversaire) du marché, sur demande motivée du titulaire ;
- En cas d'évolution significative du périmètre des prestations confiées à la demande de l'UTLN (exemple : une extension à de nouvelles instances, une augmentation significative du volume de séances) ;
- En cas d'évènement extérieur.

4.3. Variation des prix

La formule de révision des prix prend en compte l'indice de l'INSEE relatif aux Services Administratifs et d'Assistance (cf. identifiant 010762014, base 100 en 2025) :

$$P = P_o \times (0.125 + 0.875 \times (I/I_o))$$

Avec P = prix révisé ; P_o = prix initial du marché (BPU) ; I = valeur de l'indice connue à la date de révision des prix du marché ; I_o = valeur de l'indice à la date d'établissement du marché

La valeur de l'indice I_o est la date de dépôt de l'offre (soit le 09/09/2025).

5. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

6. Avance

L'accord-cadre ne fait pas l'objet d'une avance dérogatoire.

7. Règlement des comptes au titulaire

7.1. Modalités de règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le règlement du prix s'effectue en une seule fois après réalisation des prestations et décision d'admission.

7.1.1. Transmission des demandes de paiement

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du C.C.A.G/FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- Le numéro du marché (25-20) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- La date d'exécution des prestations et la durée réelle de chaque séance (= le nombre d'heures d'enregistrement) ;
- Le tarif par heure d'enregistrement (prenant en compte la mise en page, les corrections syntaxiques, les reformulations et la relecture) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le détail des prix forfaitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- Le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG/FCS ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total Hors Taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;

- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

L'identifiant SIRET de l'acheteur nécessaire au dépôt d'une facture dans le portail Chorus Pro est le suivant : 19830766200017. Aucun code service n'est à renseigner.

7.2. Délais de paiement

Les délais dont dispose l'acheteur (ou son représentant) pour procéder au paiement sont fixés à 30 (« *trente* ») jours calendaires.

7.3. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des factures dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximal de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 € (« *quarante euros* »).

7.4. Règlement en cas de groupements économiques

En cas de groupement, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des membres, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet à l'acheteur, la répartition des paiements pour chacun des membres du groupement.

L'acceptation d'un règlement à chacun des membres du groupement solidaire ne saurait remettre en cause la solidarité des membres.

8. Modalités d'exécution de l'accord-cadre

8.1. Conditions d'exécution des prestations

La prestation devra être exécutée dans les délais prévus à l'article 3. *Durée de l'accord-cadre – Délais d'exécution* de l'acte d'engagement.

Les prestations seront réalisées dans les conditions définies par l'article 17. *Clauses techniques* ci-dessous.

L'adresse de réalisation des prestations sera précisée lors de l'émission de chaque bon de commande. Le Tribunal de Toulon sera seul compétent (cf. article 14. *Différends*).

8.2. Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande

Les commandes sont faites suivant l'établissement des bons de commande.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 (« *quinze* ») jours calendaires à compter de la réception

du bon de commande pour formuler ses réserves. Passé ce délai, le bon de commande est réputé accepté.

8.3. Documents fournis après exécution

Le titulaire s'engage à fournir suite à l'exécution des prestations toute la documentation (rédigée en langue française, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement corrects du matériel livré et à son entretien courant), telle que définie à l'article *Clauses techniques* ci-dessous.

8.4. Modification de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être modifié par la conclusion d'actes modificatifs dans les cas décrits aux articles R. 2194-1 à R. 2194-9 du Code de la commande publique.

8.5. Prestations supplémentaires ou modificatives

Dans les conditions prévues à l'article 23 du CCAG FCS, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, pendant l'exécution de l'accord-cadre, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

Comme le présent accord-cadre ne prévoit pas de prix pour les prestations supplémentaires ou modificatives demandées par l'acheteur au titulaire, l'ordre de service prescrivant ces prestations fixera provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des prestations supplémentaires ou modificatives conformément aux dispositions de l'article 23 du Cahier des Clauses Administratives Générales des Marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG FCS).

9. Développement durable – Dimension économique

Le titulaire s'engage à alléger sa pollution numérique, en prenant les mesures nécessaires (compression, nettoyage des fichiers, stockage temporaire), en adoptant une organisation écoresponsable (politique de télétravail, outils collaboratifs, etc.), en améliorant sa responsabilité sociétale.

10. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

10.1. Opérations de vérification et décisions

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions des articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS.

Concernant le moment des vérifications ; il sera fait application de l'article 28.1 du CCAG FCS.

Dès la prise de fonction officielle du titulaire, une réunion de lancement se tiendra.

À chaque fin de semestre, les prescriptrices se réuniront pour dresser le bilan des prestations. Le titulaire bénéficiera du retour d'expérience.

10.2. Admission, ajournement, réfaction et rejet

Par dérogation aux dispositions de l'article 30 du CCAG FCS, les modalités de l'admission des prestations sont les suivantes :

A réception des livrables (PV ou CR), l'Université dispose de 15 (« quinze ») jours calendaires pour admettre ou non la prestation.

Nota bene : en cas de non admission, trois décisions peuvent être prises par le pouvoir adjudicateur : ajournement, réfaction ou rejet.

Il exige ainsi du titulaire, sans qu'il soit nécessaire de recourir à une mise en demeure écrite, dans un délai de 2 (« deux ») jours ouvrés au maximum, de reprendre, corriger ou modifier son document, le titulaire supportant alors les frais occasionnés le cas échéant.

L'admission ne dégage pas le titulaire de sa responsabilité éventuelle.

Le PV d'admission détermine la date de départ du transfert de propriété. Conformément à l'article 23 du CCAG FCS, si le PV n'est pas notifié au titulaire dans les 15 (« quinze ») jours calendaires qui suivent l'admission, celle-ci est réputée acquise.

11. Pénalités et primes

11.1. Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Des pénalités seront appliquées en cas de retard dans l'exécution des prestations conformément aux stipulations de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

Si l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il doit alors en informer par écrit le titulaire, lui laissant 15 (« quinze ») jours ouvrés pour répondre. Si le titulaire ne répond pas ou si ses observations ne justifient pas le retard, les pénalités seront appliquées dès le lendemain de l'expiration du délai contractuel.

Cette pénalité sera calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

Dans laquelle :

- **P** = le montant de la pénalité ;
- **V** = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;
- **R** = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT (« mille euros hors taxes ») pour l'ensemble de l'accord-cadre.

12. Garanties

Il sera fait application de l'article 33 du CCAG FCS.

13. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours calendaires à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des

prestations.

14. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal administratif de Toulon est compétent, comme étant celui du lieu d'exécution des prestations.

15. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA et a droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro (€). Le prix, libellé en euro, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les éléments prévus aux articles R.2193-1 et R. 2193-3 du Code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance de l'accord-cadre n°25-20 du 27/10/2025 ayant pour objet des prestations de transcription audio pour l'Université de Toulon.

Mes demandes de paiement seront libellées dans la monnaie de compte de l'accord-cadre et soumises aux modalités de l'article « Prix » du CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives à l'accord-cadre sont rédigées en français ».

16. Résiliation de l'accord-cadre

Les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS sont applicables au présent l'accord-cadre auxquelles s'ajoutent les dispositions ci-dessous.

16.1. Résiliation pour faute

Si plus de trois erreurs ont été signalées (les prestations ayant été jugées non conformes aux clauses techniques du présent CCP), l'Université se réserve la possibilité de résilier le contrat la liant au titulaire, en application de l'article 41 du CCAG FCS.

L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

16.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

17. Clauses techniques

Les clauses techniques applicables sont les suivantes :

17.1. Préambule

Le prestataire s'engage à ne pas recourir à une solution d'intelligence artificielle sous peine de résiliation immédiate du marché avec dommages et intérêts.

17.2. Contexte

Créée en 1968 et autonome depuis le 1er janvier 2012, l'Université de Toulon (UTLN) est un Etablissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) et, à ce titre, elle jouit de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière.

Associée à l'Université d'Aix-Marseille par le décret n° 2016-181 du 23 février 2016 portant association d'établissements du site Aix-Marseille-Provence-Méditerranée, l'UTLN s'appuie sur son fort ancrage territorial, notamment ses liens avec le monde socio-économique de la région, pour accorder son offre de formation et ses activités de recherche aux attentes des partenaires économiques et institutionnels.

Établissement pluridisciplinaire hors santé, l'UTLN place l'attractivité au cœur de son contrat pluriannuel et structure principalement ses activités de formation et de recherche autour de l'axe identitaire « sociétés méditerranéennes et sciences de la mer ».

Elle propose une centaine de formations et compte quinze laboratoires de recherche, répartis sur trois campus (La Garde, Toulon et Draguignan), avec plus de dix mille étudiants et près de mille personnels.

Elle est gérée de façon démocratique avec le concours de l'ensemble des personnels, des étudiants et des personnalités extérieures membres des conseils et comités.

Elle garantit en particulier à tous les acteurs de la communauté universitaire l'exercice des libertés d'opinion, d'information et d'expression, ainsi que l'indépendance et la sérénité indispensables à la réflexion et à la création intellectuelle, dans les limites fixées par la loi.

L'UTLN est dotée de plusieurs conseils centraux, tels que le Conseil d'Administration (CA), le Conseil Académique (CAC) et la Commission de la Recherche (CORE), tous trois relevant de la Direction des Affaires Juridiques et Institutionnelles (DAJI).

Telle, aussi, la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU), relevant de la Direction des Études et de la Vie Étudiante (DEVE).

Telles, encore, plusieurs instances représentatives des personnels : Comité Social d'Administration d'Etablissement Public (CSAEP) et la Formation Spécialisée en matière de Santé, de Sécurité et des Conditions de Travail (F3SCT), relevant de la Direction du Pilotage et de la Valorisation des Ressources Humaines (DPVRH).

17.3. Objectif

L'objectif de ce marché est la transcription des séances des comités, commissions et conseils de l'UTLN en année universitaire, et plus particulièrement la rédaction des PV du CSAEP et du F3SCT ainsi que des CR de la CORE plénière, de la CFVU plénière, du CA plénier et du CAC plénier, sans toutefois s'y limiter.

17.4. Descriptif technique et fonctionnel

Les réponses des candidats permettant de justifier les spécificités techniques des prestations principales et accessoires comme demandé ci-dessous, seront collectées obligatoirement

dans le cadre de réponse technique joint au DCE.

17.5. Volumétrie estimative

Le nombre prévisionnel de séances entre le samedi 1^{er} novembre 2025 et le samedi 31 octobre 2026 (une année universitaire), compris entre 30 (« *trente* ») et 40 (« *quarante* »), est basé sur le calendrier des instances 2025/2026 et se répartit de la manière suivante :

- 7 CA pléniers (durée approximative de 4h chacun), 110 actes ;
- 3 CAC pléniers (durée approximative de 3h20 chacun), 18 actes ;
- 5 CORE plénières (durée approximative de 3h chacune), 32 actes ;
- 6 CFVU plénières (durée approximative de 4h chacune) ;
- 4 F3SCT (durée approximative de 4h chacun) ;
- 7 CSAEP (durée approximative de 4h chacun) ;
- 7 CSAEP « SADU » (durée approximative de 2h chacun) ;

Ces données chiffrées (nombre de séances et leur durée) sont non contractuelles et pourront varier selon l'ordre du jour. En cas de nécessité, sur décision de l'Université, plusieurs séances supplémentaires pourront avoir lieu durant l'année universitaire, sans que la société de prestation puisse s'y opposer ou demander d'indemnités.

Par exemple, l'UTLN pourra demander au prestataire la transcription de séances supplémentaires, telles que des réunions de la F3SCT extraordinaires ou des réunions de la CSAEP « *Si Avis Défavorable Unanime* » (SADU).

Le présent accord-cadre pourra aussi répondre à des besoins non encore identifiés au sein de l'UTLN ayant le même objet (audio transcription), soit ponctuels, soit récurrents (par ex. évolution de l'administration universitaire). Par conséquent, les noms, nombre, fonctions des séances citées ci-dessus ne le sont qu'à titre indicatif.

L'UTLN transmettra au titulaire tout document utile à la réalisation de sa mission, tels que :

- Les fichiers audio (au format numérique) ;
- L'ordre du jour ;
- La liste des invités ;
- Les notes et autres documents de séance ;
- Le projet des délibérations et avis des instances.

Concernant la facturation mensuelle, les échanges sont réalisés également par voie électronique de la manière suivante :

- Le prestataire doit transmettre tous les mois à l'UTLN la facture globale, en indiquant la durée réelle de chaque séance (= le nombre d'heures d'enregistrement), ainsi que le tarif par heure d'enregistrement (prenant en compte mise en page, corrections syntaxiques, reformulations et relecture) et les montants Hors Taxes / Toutes Taxes Comprises.
- Pour toute prestation d'audiotypie autre que celles concernant les instances nommées ci-dessus, la facturation sera individuelle.
- Après réception de la facture mensuelle par l'UTLN, celle-ci doit être payée au prestataire dans un délai de 30 (« *trente* ») jours ouvrés au maximum.

17.6. Organisation

L'UTLN exige qu'au sein de la société attributaire, la/le même audiotypiste, agent du titulaire,

soit dédié à toutes les instances citées au poste 1. Son nom et ses références seront fournis dans l'offre.

17.7. Format et support de la retranscription

Le titulaire s'engage à fournir tous les documents retranscrits et rédigés en langue française (orthographe, grammaire, syntaxe), au format .docx (document Word) ou équivalent en accès libre et modifiable, par voie dématérialisée, en se basant sur les trames de PV/CR, fichiers audio d'enregistrement et documents de séance transmis en amont par l'UTLN.

Plus spécifiquement, le titulaire s'engage à effectuer les prestations précisées ci-dessous :

- S'agissant du CA, du CAC et de la CFVU, le titulaire :
 - 1) Assurera la rédaction des comptes rendus, retranscrivant de manière fiable et sincère le déroulement des séances tout autant que les débats menant à l'adoption des délibérations ;
 - 2) Emploiera un ton neutre et institutionnel, **sans verbatim**, en adaptant l'oralité aux formulations écrites et en synthétisant les interventions longues et/ou redondantes.
- S'agissant de la CORE, le titulaire :
 - 1) Assurera la rédaction des comptes rendus, retranscrivant de manière fiable et sincère le déroulement des séances tout autant que les débats menant à l'adoption des délibérations ;
 - 2) Emploiera un ton neutre et institutionnel, **en étant fidèle au fond des propos tenus**, avec une fluidité syntaxique améliorée.
- S'agissant du CSAEP et de la F3SCT, le titulaire :
 - 1) Assurera la rédaction des procès-verbaux, retranscrivant de manière fiable et sincère le déroulement des séances tout autant que les débats menant à l'adoption des délibérations ;
 - 2) Emploiera un ton neutre et institutionnel, en adaptant l'oralité aux formulations écrites, **avec verbatim exigé**.

17.8. Déplacements

Les frais de déplacements sont remboursés uniquement si le déplacement est demandé par l'Université de Toulon.

Les frais de déplacements s'entendent par frais de transport, hébergement et restauration. Ils sont pris en charge par l'Université sur demande préalable des agents habilités par le titulaire du marché et sur la base de la politique mission en vigueur [...], fournie sur simple demande.

Le prestataire s'engage à utiliser le marché public de prestations de déplacements professionnels en cours à l'UTLN, avec l'autorisation préalable de l'Université.

Les demandes doivent impérativement parvenir au référent désigné au démarrage du marché par l'UTLN, au moins 15 (« quinze ») jours calendaires avant le début de la mission. L'accord de ce dernier est un préalable à toute réservation ou commande. En cas de non-respect de cette procédure, les frais de missions seront supportés par le titulaire du marché.

Ces frais ne sont pas compris dans l'offre de prix du titulaire.

17.9. Modalités d'exécution des prestations – Calendrier

17.9.1. Correspondant référent

Comme indiqué à l'article 17.5, le titulaire charge un seul correspondant permanent dédié au suivi du marché et des relations avec l'Université. Le nom, la fonction et les coordonnées de cet interlocuteur sont impérativement précisés dans le mémoire technique. En cas de changement de correspondant en cours de marché, le titulaire est tenu d'informer le pôle CIE du nom et des coordonnées de son successeur dans un délai maximal de 15 (« quinze ») jours calendaires.

17.9.2. Calendrier

Le processus est totalement dématérialisé. Les échanges sont réalisés par voie électronique de la manière suivante :

- Avant chaque séance, l'UTLN peut adresser au prestataire l'ordre du jour de la séance future.
- Après chaque séance, l'UTLN adresse au prestataire (avec accusé de réception) les fichiers audio d'enregistrement et la trame du PV (pour les CSAEP et F3SCT) ou la trame du CR (pour les CORE, CFVU, CA et CAC en formation plénière), ainsi que tout document permettant d'aider à la rédaction des procès-verbaux (documents de séance, liste d'émargement des membres, ...).
- Au plus tard 14 (« quatorze ») jours ouvrés après la réception des fichiers audio d'enregistrement, le prestataire doit adresser à l'UTLN la transcription de la séance sous forme de PV pour les CSAEP et F3SCT et sous forme de CR pour les CORE, CFVU, CA et CAC en formation plénière.
- En cas de besoin, toute demande de corrections/modifications par l'UTLN doit être retournée par le prestataire dans un délai maximal de 2 (« deux ») jours ouvrés après l'envoi de la demande, sans que ce dernier puisse s'y opposer ou demander d'indemnités.

18. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 2. *Pièces constitutives*
- À l'article 10.2.4 du CCAG FCS par l'article 4.3. *Variation des prix*
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article 11.1. *Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations*
- À l'article 3.7 du CCAG FCS par l'article 8.2. *Modalités particulières pour un accord-cadre à bons de commande*
- À l'article 30 du CCAG FCS par l'article 10.2. *Admission, ajournement, réfaction et rejet*

ANNEXE I Liste des parties

Responsable(s) du traitement :

[Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]

1.Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Signature et date d'adhésion : ...

2.

...

Sous-traitant(s) :

[Identité et coordonnées du ou des sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du sous-traitant]

1.Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Signature et date d'adhésion : ...

2.

...

ANNEXE II Description du traitement

- Catégories de personnes concernées dont les données à caractère personnel sont traitées :

...

- Catégories de données à caractère personnel traitées :

...

- Les données sensibles traitées (le cas échéant) et les limitations ou garanties appliquées qui tiennent pleinement compte de la nature des données et des risques encourus, tels que, par exemple, la limitation stricte de la finalité, les restrictions des accès (y compris l'accès réservé uniquement au personnel ayant suivi une formation spécialisée), la tenue d'un registre de l'accès aux données, les restrictions applicables aux transferts ultérieurs ou les mesures de sécurité supplémentaires.

...

- Nature du traitement :

...

- Finalité(s) pour laquelle (lesquelles) les données à caractère personnel sont traitées pour le compte du responsable du traitement :

...

- Durée du traitement :

...

...

Pour le traitement par les sous-traitants (ultérieurs), préciser également l'objet, la nature et la durée du traitement.

ANNEXE III Mesures techniques et organisationnelles, y compris mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données

NOTE EXPLICATIVE :

Les mesures techniques et organisationnelles doivent faire l'objet d'une description concrète, et non pas générique.

Description des mesures de sécurité techniques et organisationnelles mises en œuvre par le ou les sous-traitants (y compris toute certification pertinente) visant à garantir un niveau de sécurité approprié, compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que des risques pour les droits et libertés des personnes physiques. Exemples de mesures possibles :

- mesures de pseudonymisation et de chiffrement des données à caractère personnel ;
- mesures visant à garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- mesures assurant de disposer de moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- procédures visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement ;
- mesures d'identification et d'autorisation de l'utilisateur ;
- mesures de protection des données pendant la transmission ;
- mesures de protection des données pendant le stockage ;
- mesures visant à garantir la sécurité physique des sites où les données à caractère personnel sont traitées ;
- mesures visant à garantir l'enregistrement des événements ;
- mesures visant à assurer la configuration des systèmes, y compris la configuration par défaut ;
- mesures de gouvernance et de gestion de l'informatique interne et de la sécurité informatique ;
- mesures de certification/assurance des procédés et produits ;
- mesures visant à garantir la minimisation des données ;
- mesures visant à garantir la qualité des données ;
- mesures visant à garantir une conservation limitée des données ;
- mesures visant à garantir la responsabilité ;
- mesures permettant la portabilité des données et garantissant l'effacement]

Pour les transferts vers des sous-traitants (ultérieurs), décrire également les mesures techniques et organisationnelles spécifiques que doit prendre le sous-traitant (ultérieur) pour être en mesure de prêter assistance au responsable du traitement.

Description des mesures techniques et organisationnelles spécifiques que le sous-traitant doit prendre pour pouvoir prêter assistance au responsable du traitement.

ANNEXE IV Liste de sous-traitants ultérieurs

NOTE EXPLICATIVE :

La présente annexe doit être complétée en cas d'autorisation spécifique de sous-traitants ultérieurs [clause 7.7, point a), option 1].

Le responsable du traitement a autorisé le recours aux sous-traitants ultérieurs suivant :

1.Nom : ...

Adresse : ...

Nom, fonction et coordonnées de la personne de contact : ...

Description du traitement (y compris une délimitation claire des responsabilités dans le cas où plusieurs sous-traitants ultérieurs sont autorisés) : ...

2.

...